

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES  
ÉTATS AMÉRICAINS, MONSIEUR JOSE MIGUEL INSULZA, LORS DE LA SÉANCE  
D'OUVERTURE DU QUATRIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES

Mar del Plata, le 4 novembre 2005

Monsieur Le Président de la Nation argentine, Monsieur Nestor Kirchner

Messieurs les Présidents et Premiers Ministres

Messieurs Les Ministres et ministres d'État

Messieurs Les Ambassadeurs

Messieurs les Représentants d'institutions internationales

Mesdames et Messieurs,

Le Sommet des Amériques est devenu depuis plus d'une décennie, l'événement le plus marquant de notre Continent américain. Durant les cinq Sommets qui se sont déroulés durant ces dernières années (Miami, Santiago, Québec, en sus de ceux de Santa Cruz et de Monterrey), vous avez adopté des décisions qui ont eu des répercussions sur la vie des Amériques. La Charte démocratique interaméricaine, le lancement des négociations de la ZLEA, la Convention interaméricaine contre la corruption et la création de la Commission interaméricaine contre l'abus des drogues représentent quelques-uns seulement des résultats.

C'est pourquoi ces Sommets connaissent de longs préparatifs et génèrent tant d'expectative. Au cours de ces derniers mois et jusqu'à hier, nous avons tenu un long dialogue entre nos gouvernements, au sein des organismes du Système interaméricain, avec des jeunes, des femmes, des peuples autochtones, des entrepreneurs, des travailleurs, des organisations non gouvernementales, des parlementaires et beaucoup d'autres groupes pour essayer de parvenir à des accords qui permettront de faire de ce Sommet l'événement pertinent que nos peuples méritent.

Bien que la tâche ait été longue, vos coordinateurs ont pu parvenir à des conclusions très importantes qui sont incluses dans la Déclaration et le Plan d'action. Cependant, il reste encore beaucoup de questions à l'égard desquelles l'intervention de nos dirigeants peut avoir un impact substantiel et nous sommes convaincus que vous saisissez cette occasion pour soumettre les propositions et les politiques propres à orienter l'avenir de notre Communauté interaméricaine durant les trois prochaines années.

En outre, ce Sommet se déroule à un moment crucial. L'année 2004 s'est révélée la meilleure année, sur le plan économique, qu'a connu la région depuis plus de deux décennies et les prévisions sont bonnes pour les années 2005 et 2006, en dépit du problème provoqué par les coûts élevés du pétrole. Des gouvernements démocratiques sont en place à travers tout le Continent américain et un bon nombre d'entre eux, parmi lesquels figurent tous ceux qui ont souffert des crises de gouvernance, s'appêtent à organiser pendant les prochains mois des élections démocratiques pour élire à nouveaux leurs autorités.

Cependant, nous percevons un climat d'incertitude qui règne sur nous, sentiment naturel après les crises enregistrées durant les premières années de cette décennie. Du point de vue de la population, deux questions clés se posent: Premièrement: Serons-nous capables cette fois-ci de maintenir le rythme de croissance nécessaire pour que la région ne perde pas de son importance dans l'économie mondiale au regard d'autres régions en développement qui ont

connu cours de ces dernières décennies des taux de croissance beaucoup plus élevés? Et sera-t-il possible que cette fois-ci, les avantages de notre croissance et de notre démocratie portent profit aux plus de deux cent millions de pauvres, la moitié indigente, qui vivent aujourd'hui dans notre région?

Le thème retenu pour ce Commet, que nos citoyens ont identifié durant de multiples enquêtes comme le principal problème affectant la région, se place au coeur de ces questions. Selon les chiffres les plus récents, chaque année, s'incorporent au marché du travail en Amérique latine et dans la Caraïbe cinq millions de personnes, chiffre très élevé découlant de l'impact des taux accrus de naissance résultant des décennies passées ainsi que de l'incorporation croissante et à propos de la femme dans le marché du travail. Si, selon les statistiques officielles, nous comptons déjà plus de vingt millions de chômeurs, maintenir ce chiffre à ce niveau requiert de très grands efforts. De surcroît, 7 nouveaux employés sur 10 évoluent dans le secteur informel et plusieurs personnes qui travaillent ne gagnent pas suffisamment d'argent pour maintenir leurs familles au-dessus du seuil de la pauvreté. Pire encore, l'écart de salaire entre la main-d'œuvre non qualifiée et celle qui est qualifiée continue de s'approfondir et la concentration des revenus dans un petit groupe de personnes devient de plus en plus évidente.

La pauvreté et l'emploi sont inévitablement liés, mais de manière plus complexe que l'on ne pense, parce qu'il y a beaucoup plus de pauvres que de chômeurs et notre défi inclut les pauvres qui ne travaillent pas ainsi que ceux qui travaillent pour un salaire inférieur à celui dont ils ont besoin pour vivre.

Il existe des conditions indispensables en l'absence desquelles cette tâche ne pourra être menée à terme avec succès : à savoir : la croissance, les équilibres macroéconomiques et l'ouverture des marchés. Nous avons réalisé d'importantes avancées, comme par exemple les taux significatifs de croissance ; une réduction substantielle des déficits et de l'inflation ; la signature d'un nombre important d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux, au nombre desquels l'Accord de libre échange avec l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA –DR) est le plus récent. C'est dans la préservation de ces macropolitiques que se fondent les politiques concrètes que vous adopterez en matière de productivité, de performance, d'encouragement de la petite et moyenne entreprise, d'accès au crédit, d'éducation, de formation et dans beaucoup d'autres domaines qui forment l'axe principal de la Déclaration et du Plan d'action de Mar del Plata, en vue d'augmenter l'emploi et réduire la pauvreté et l'inégalité.

D'autres politiques s'avèrent également indispensables pour se coller aux problèmes sociaux du Continent américain. Nombre des changements introduits il y a deux décennies visaient le noble objectif de créer un nouvel espace de liberté sur le marché et d'encourager l'initiative économique privée. Mais la distorsion idéologique a provoqué un dénigrement et une dévalorisation des politiques publiques, du rôle de l'État et du Gouvernement en matière de distribution des richesses et de fourniture des services sociaux essentiels au profit de la majorité des Américains.

Reconnaître la valeur des politiques publiques ne signifie en aucun cas céder aux tentation étatiques qui limitent la capacité des entreprises et des personnes à développer pleinement leurs aptitudes à générer des richesses. Au contraire, la création d'un climat économique et social favorable aux investissements, à l'initiative privée, à la lumière de règles claires qui éliminent les craintes, ouvrent les marchés, réduisent au maximum les normes bureaucratiques et garantissent à l'initiative privée la possibilité de favoriser la croissance, sont des politiques publiques inéluctables pour nos gouvernements.

En effet, dans n'importe quel scénario, nous devons reconnaître que la création d'un plus grand nombre d'emplois proviendra toujours de l'initiative privée évoluant dans un climat de

stabilité. Mais, il est évident que la seule action du marché s'est révélée insuffisante pour effectuer une répartition équitable des revenus et satisfaire aux besoins sociaux en matière d'éducation, de santé, de logement et de sécurité qui font défaut aux couches les plus pauvres de la population. Le moment est venu d'admettre que la lutte contre la pauvreté et l'inégalité exigent aussi l'adoption de politiques publiques claires, focalisées et appliquées par des gouvernements dotés de ressources et de la capacité technique voulues.

Le premier devoir de la politique et des politiciens consiste à résoudre les problèmes des gens sans en créer de nouveaux, comme cela arrive si souvent dans nos pays. L'un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés est d'améliorer considérablement la gouvernance dans la région. Nous avons connu au cours des dernières années de graves problèmes de stabilité politique et de qualité de la gestion publique.

Améliorer la qualité de la politique publique dans le Continent américain signifie, en premier lieu, élargir et renforcer la liberté dans les Amériques. L'élimination du chômage et de la pauvreté suppose des sociétés plus libres dans lesquelles tous les citoyens peuvent s'exprimer et participer pleinement, dotées d'une plus grande justice, transparentes, jouissant d'une plus grande liberté d'expression et d'organisation, dans le plein respect de la parité hommes-femmes, dans le respect de la diversité des peuples autochtones, des concitoyens d'ascendance africaine, des millions de migrants et de personnes déplacées. Nous devons également garantir une plus grande sécurité face aux catastrophes naturelles, au SIDA et aux pandémies, trafic des stupéfiants et à la criminalité organisée, à la prolifération des bandes armées et au terrorisme. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions obtenir le plein appui de nos peuples aux objectifs que nous avons tracés.

Dans ce cadre nous devons recourir aux instruments de base dont nous disposons. La Charte démocratique interaméricaine contient tous nos engagements visant à forger une communauté de nations libres, dont les gouvernements non seulement sont formés démocratiquement, mais aussi gouvernent dans le plein respect de l'État de droit, en garantissant toujours les droits humains de tous leurs citoyens. La Charte n'est pas seulement un accord entre gouvernements; elle constitue aussi une victoire de nos peuples et en tant que telle nous devons la respecter sans aucune restriction.

Dans ce cadre, toute diversité est toujours légitime. Nous sommes des nations très distinctes les unes des autres, de par notre origine, nos dimensions, notre richesse et nos traditions. Ayons des principes et des politiques communs, mais reconnaissons également qu'il existe d'autres moyens d'atteindre nos objectifs.

Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Faisons de ce Sommet un moment d'espoir. Sortons d'ici convaincus que nous pouvons coexister, travailler et progresser ensemble. Faisons en sorte que l'immense effort déployé par la nation argentine et son gouvernement pour l'excellente organisation de cette rencontre porte fruit. Répondons positivement aux grandes incertitudes qui affligent les peuples des Amériques en envoyant un message d'unité et d'engagement à affronter leurs principaux problèmes.

Au cours des prochaines années, l'Organisation des États Américains continuera de travailler, de concert avec les autres institutions du Système interaméricain, sous votre direction, pour concrétiser les accords de ce Sommet et elle est disposée à assumer les responsabilités que vous lui confierez. Celles-ci comprendront certainement le suivi du processus que nous entreprenons aujourd'hui en vue de créer des emplois décents, réduire la pauvreté et renforcer la gouvernance; elles comprendront aussi l'organisation des activités relevant de nos systèmes et celle du prochain Sommet des Amériques.

